rain avec la collaboration des provinces et des municipalités. Une fois ces terrains achetés, nous les louerions et exercerions un contrôle plus positif et plus direct quant à leur usage. Si ces terrains augmentaient de valeur par suite de leur aménagement, ces bénéfices iraient au public plutôt qu'à un individu ou à une société privée. Nous emploierions un minimum de 100 millions de dollars, du fonds expérimental de 200 millions de dollars, créé par le ministre, pour acheter ces terrains, et aucune terre de la Couronne ne serait vendue à des sociétés privées.

Le député de York-Sud (M. Lewis) a posé des questions au ministre des Travaux publics (M. Laing) au sujet de la construction de logements dans la région de Kingston qui donne sur l'eau. On nous a dit alors qu'un entrepreneur privé du nom de Teron voulait y construire des propriétés, alors que ce secteur devrait servir à des fins de récréation publique. Je demanderais au ministre de songer à aider les habitants de Kingston à aménager ces lots de façon qu'ils servent aux logements sociaux et à la récréation publique. Je lui demanderais de communiquer avec les dirigeants de la municipalité de Kingston et à les aider dans leurs projets de rénovation urbaine, de leur verser une partie des 200 millions de dollars du fonds expérimental en vue d'aménager cette région. Si l'on vendait à des intérêts privés ces terres qui, de fait, appartiennent au public, on prouverait qu'on préfère encourager les bénéfices privés plutôt que les citoyens de Kingston. Je demanderais au ministre de s'occuper de cette question immédiatement.

Cinquièmement, nous mettrions au point un programme de restauration, car celui des prêts pour l'amélioration des maisons a échoué, par suite des taux d'intérêt élevés et des restrictions sur le montant des emprunts. Nous accorderions des subventions et des prêts à un taux d'intérêt raisonnable pour permettre aux gens d'améliorer leurs maisons. Sixièmement, nous inviterions les citoyens à prendre part à des mouvements pour améliorer leur voisinage, à soumettre des modèles de maisons et des moyens de perfectionner l'habitation et à s'intéresser à la gestion du bâtiment. Si nous voulons parler de démocratie directe, il faut d'abord songer au commun des mortels, et la participation des citoyens dans ces domaines favoriserait l'application du principe de la démocratie directe.

Septièmement, nous créerions un ministère distinct et nous consulterions les gouvernements à tous les paliers pour juger des exigences en matière d'habitation. Nous pourrions ainsi attribuer des fonds d'habitation aux régions du Canada où la crise du logement se fait le plus sentir. Nous donnerions des conseils sur le genre de maisons qu'il

faudrait bâtir. Nous instituerions en outre une société de la Couronne en matière d'habitation, qui mettrait à profit toutes les idées modernes concernant les devis et les techniques de construction, et nous ferions valoir l'importance de construire des maisons pour les gens à revenu modeste et les vieillards. Ce faisant, cette société de la Couronne en matière d'habitation pourrait faire passer le Canada au premier rang dans le domaine des coopératives d'habitation.

● (12.40 p.m.)

J'arrive au terme des vingt minutes auxquelles j'ai droit. Comme le député de Hamilton-Ouest (M. Alexander), si je devais exprimer toutes les raisons que j'ai de critiquer le gouvernement, il me faudrait deux heures et vingt minutes. J'espère que le ministre appliquera certaines de nos idées pour résoudre la crise du logement et qu'il sera plus qu'un constructeur de maisons de papier, l'apologiste du gouvernement et un écran de fumée. J'espère qu'il se montrera tel qu'il est, un homme engagé, compréhensif et érudit et qu'il laissera sa marque dans le domaine de l'habitation. Sinon, il devra être déplacé comme il l'a été du ministère des Affaires indiennes, mais cette fois il n'aura plus de portefeuille; il sera relégué à l'arrière-ban. Je ne le lui souhaite pas, monsieur l'Orateur.

M. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur l'Orateur, il est exact, comme l'indique la motion, qu'il y a eu récemment un déclin dans la construction des maisons d'habitation, ce qui est regrettable. Je sais que le ministre est au courant du problème et essaie d'y remédier. La critique est aisée pour les députés de l'opposition et pour ceux de l'arrière-ban de notre parti, mais je suis certain que le ministre ne demanderait pas mieux que de voir construire toutes les maisons dont il a parlé en acceptant son portefeuille. Il n'est cependant pas toujours aussi facile d'agir qu'il le semble, moins facile sans doute que de prendre la parole ici pour critiquer. J'espère néanmoins que le ministre pourra résoudre le problème et qu'avant l'ajournement de la session il pourra faire d'autres déclarations susceptibles de stimuler le secteur des maisons d'habitation.

A titre de représentant de Montréal, je voudrais signaler que la situation n'y est pas aussi grave que dans d'autres villes canadiennes. Je ne connais pas aussi bien les autres villes que la mienne, mais je crois savoir que la situation du logement est pire à Toronto, Ottawa et d'autres endroits. Au cours des trois derniers mois, j'ai acheté une petite maison dans ma circonscription de Montréal, mais auparavant j'avais surveillé le marché de l'habitation. Les annonces ont révélé qu'à